



DEVELOPMENT COMMITTEE
(Joint Ministerial Committee
of the
Boards of Governors of the Bank and the Fund
On the
Transfer of Real Resources to Developing Countries)



DC/2000-14

15 août 2000

**TENDANCES RÉCENTES DU TRANSFERT DE RESSOURCES
AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

Veillez trouver ci-joint une note d'information sur les Tendances récentes du transfert de ressources aux pays en développement préparé par les services de la Banque mondiale pour la réunion du 25 septembre 2000 du Comité du développement. (Cette note s'inspire de Global Development Finance 2000 mis à jour compte tenu des événements récents.)

* * *

Tendances récentes du transfert de ressources aux pays en développement

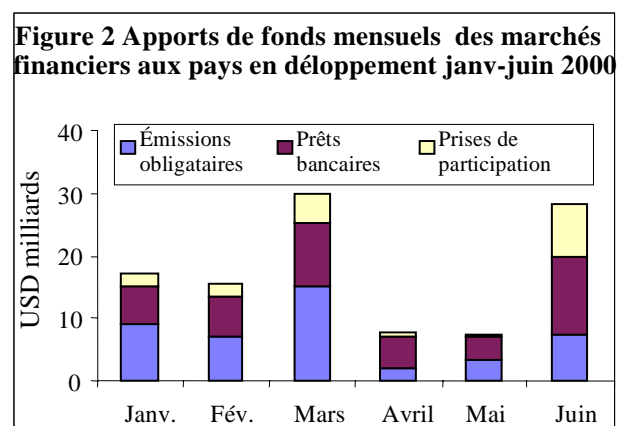
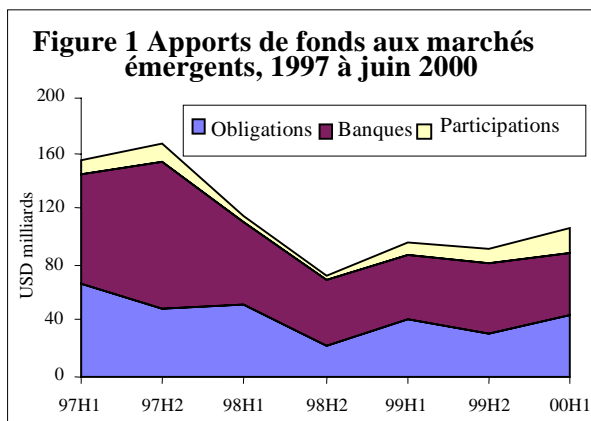
Note d'information établie par les services de la Banque mondiale pour la réunion du 25 septembre 2000 du Comité du développement

Les apports nets de capitaux aux pays en développement, qui sont tombés à 280 milliards de dollars, soit une baisse de 43 milliards de dollars en 1999, ne semblent guère avoir augmenté durant le premier semestre de cette année, malgré l'intensification de la production et des échanges à l'échelle mondiale et l'amélioration des perspectives de nombre de pays en développement. L'accroissement du PIB mondial en 2000 semble bien parti pour dépasser les 4 % enregistrés l'année dernière, en grande partie du fait de la croissance rapide observée aux États-Unis, de la reprise qui se confirme en Asie de l'Est, du regain d'activité en Europe et, peut-être de la fin de la longue récession du Japon. Cette embellie est alimentée par des prévisions d'accroissement des échanges mondiaux de 11,5 % cette année. La diminution des apports de capitaux aux pays en développement intervenue dans le même temps s'explique par le relèvement des taux d'intérêt destiné à contenir la demande dans les pays industriels, la volatilité persistante des marchés des capitaux et la détérioration des termes de l'échange pour les pays dépendant de l'exportation de produits de base autres que les hydrocarbures.

La présente note retrace l'évolution récente des apports de capitaux internationaux et rend compte des changements concernant les apports de fonds des marchés financiers internationaux, les investissements étrangers directs et l'aide publique au développement intervenus depuis la diffusion de la note établie pour les réunions de printemps (à partir du Global Development Finance 2000). Les estimations que nous avons établies en 1999 sur les flux nets à long terme (voir tableaux en annexe) restent pour l'essentiel inchangées, sauf pour ce qui concerne les apports d'aide publique. Ces données seront réexaminées durant la préparation du prochain rapport Global Development Finance.

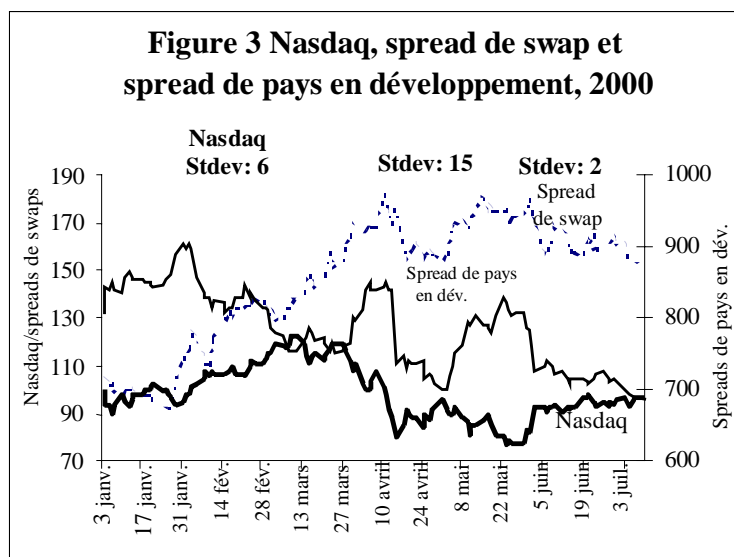
Apports de fonds des marchés financiers internationaux

Les flux bruts des marchés financiers internationaux (émissions d'obligations, prêts bancaires et investissements de portefeuille) vers les pays en développement ont atteint 106 milliards de dollars au cours du premier semestre 2000, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière sur une période comparable (mais sont restés de 30 % inférieurs à leur niveau d'avant la crise du premier semestre 1997). Les prises de participation internationales ont doublé, ce qui s'explique essentiellement par l'accroissement des prises de participation en Asie de l'Est, alors que les émissions obligataires ont progressé dans pratiquement toutes les régions,



mais uniquement dans le cas d'emprunteurs publics. Les prêts de la Banque ont accusé une baisse de 5 %. L'amélioration de la situation de plusieurs pays en développement a eu pour effet de réduire le spread associé à leurs créances par rapport au taux servi sur les bons du Trésor américain, qui représente la prime du risque attaché aux opérations de prêt aux pays en développement. La marge moyenne du marché secondaire est tombée à 775 points de base, contre plus de 1100 points de base en 1999.

La stabilité relative des apports de capitaux sur l'ensemble des six premiers mois de l'année masque cependant d'importantes fluctuations au cours de la période. Pendant le premier trimestre, les apports totaux ont progressé de 65 % par rapport au premier trimestre de 1999, soit une augmentation supérieure de plus du tiers à la moyenne trimestrielle pour l'an dernier. Cette augmentation s'explique par le regain de confiance alimenté par la disparition de la menace que faisait peser sur les marchés des capitaux le passage à l'an 2000 et par la remontée des cours des actions aux États-Unis (24 %) et dans les pays en développement (5 %).



L'environnement extérieur s'est dégradé vers la fin du premier trimestre et le début du deuxième. Le Nasdaq américain est devenu très instable et le marché a subi de fortes corrections techniques, en accusant notamment une baisse de 10 % entre le 10 et le 15 mars et une chute de 25 % entre le 7 et le 14 avril (figure 3). En outre, le relèvement, pour la sixième fois depuis juin 1999, des taux d'intérêt aux États-Unis (50 points de base en mai) a resserré le marché du crédit et s'est peut-être révélé plus fort que ne l'anticipaient nombre d'opérateurs. La prime de risque associée à la classe d'actifs américains à rendement élevé est passée de 460 points de base au début de l'année à 560 points de base vers la fin du trimestre. Les spreads de swaps, à savoir la différence entre les taux d'intérêt servis sur les titres notés AA (LIBOR) et ceux servis sur les titres cotés AAA (Trésor américain) (souvent utilisés comme indicateurs de l'appétit de risque du marché), qui se situaient à 107 points de base à la mi-mars, ont atteint le niveau sans précédent de 138 points de base vers la mi-avril¹. Les spreads associés aux créances des pays en

¹ L'évolution des spreads de swaps peut également avoir des raisons techniques. L'augmentation de ces spreads pourrait s'expliquer par la réduction de l'offre et des nouvelles émissions de titres de créances du Trésor américain (qui servent de référence pour déterminer le cours des nouvelles actions) résultant des rachats de titre et du moindre recours à l'emprunt du Trésor américain.

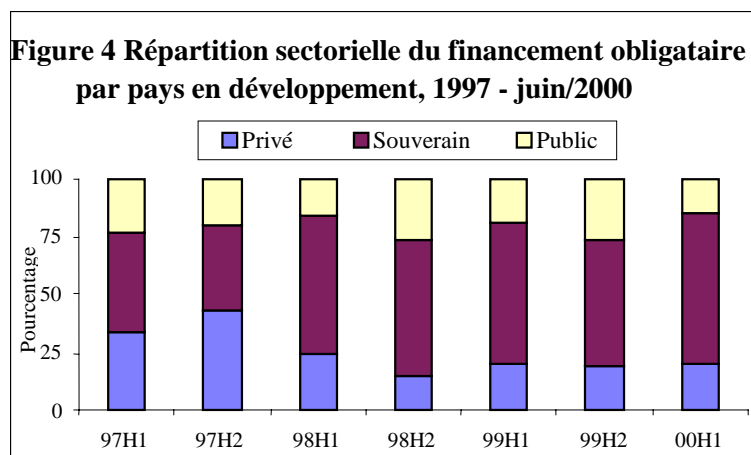
développement sont passés de 760 points de base à environ 850 points de base sur la même période².

L'instabilité des marchés financiers internationaux a influé sur les apports de capitaux aux pays en développement, qui sont tombés de 75 % en avril par rapport au mois précédent. La baisse des cours des actions sur les marchés des pays industriels est allée de pair avec le fort recul des prises de participation dans les pays en développement. Le coefficient de corrélation entre les marchés boursiers des pays en développement (sur la base de l'indice composite de la SFI) et le marché du Nasdaq américain est passé de 0,28 entre janvier et la mi-mars à 0,83 entre la mi-mars et la mi-avril. Comme aux États-Unis, l'instabilité a surtout caractérisé les secteurs de haute technologie (comme l'Internet et les télécommunications, par exemple), qui ont représenté environ 65 % des prises de participation totales dans les pays en développement durant la première moitié de 2000.

Les apports de fonds des marchés financiers aux pays en développement ont encore augmenté pour tripler en juin par rapport à mai. Le volume des prises de participation est passé de moins d'un milliard de dollars en mai à plus de 8 milliards de dollars en juin (dont plus de 5 milliards de dollars de Chine). Dans le même temps, les marchés des pays industriels sont devenus plus stables, tandis que les spreads de swaps se sont rétrécis (encore que les spreads associés aux actifs américains à rendement élevé aient légèrement augmenté). Les spreads du marché secondaire associés aux créances des pays en développement sont tombés à 700 points de base en juin, contre 830 points de base en mai. La stabilité relative des apports des marchés financiers sur l'ensemble du premier semestre est donc le résultat d'une forte augmentation au premier trimestre, suivie d'un net recul de la fin du mois de mars au mois de mai et d'une nouvelle remontée en juin.

On a lieu de penser que la crainte du risque fait que les apports de capitaux aux pays en développement vont proportionnellement davantage aux emprunteurs de meilleure qualité. Soixante pour cent de l'ensemble des obligations émises par les pays en développement provenaient d'emprunteurs souverains (perçus comme moins risqués que les emprunteurs du secteur privé) contre 55 % en 1999, la proportion d'emprunteurs privés restant quant à elle faible par rapport à 1997 (figure 4). Si l'on considère la totalité des fonds levés sur le marché, plus de 70 % sont allés à sept pays à peine durant la première moitié de 2000, alors que 14 pays avaient levé 75 % de ces fonds en 1999. Une partie substantielle des prêts bancaires (55 %) a servi à refinancer les engagements imminents ou a pris la forme d'opérations moins risquées, notamment de crédits commerciaux ou de prêts titrisés.

² Le dernier chiffre correspond au spread moyen au 13 avril, avant la baisse liée à la restructuration de la dette de la Russie par le Club de Londres.



Investissement étranger direct

Les flux d'IED, principale source de financement extérieur des pays en développement dans les années 90, ont représenté, d'après les estimations, 180 milliards de dollars en 1999 (équivalant à 2,6 % du PIB des pays en développement), soit un montant légèrement supérieur à celui atteint en 1998 (176 milliards de dollars). Cette progression en 1999 s'explique par les projets de privatisation à grande échelle entrepris en Argentine (la vente de YPF SA a ainsi rapporté 16 milliards de dollars). Les apports d'IED ont également augmenté en Europe de l'Est avec l'avancée des programmes de privatisation en République tchèque et en Pologne. En revanche, les flux d'IED vers l'Asie de l'Est et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ont fléchi, en grande partie du fait de la diminution de ce type d'investissement en Chine et en Arabie saoudite, respectivement³. Dans le même temps, la part des apports mondiaux d'IED allant aux pays en développement, qui avait atteint jusqu'à 37 % en 1997, ne représentait plus, selon les estimations, que 22 % en 1999 (figure 5).

³ En Chine, les nouveaux engagements ont diminué en valeur à la fin des années 90, en tombant à 52 milliards de dollars en 1998 contre 111 milliards de dollars en 1993, ce que confirme la tendance à la baisse des IED constatée depuis 1998.

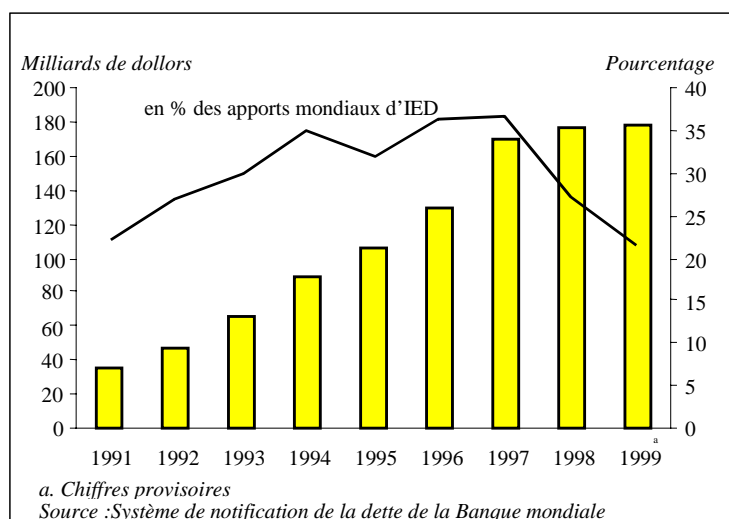


Figure 5 Les apports d'IED aux pays en développement n'ont cessé d'augmenter durant les années 90

La récente vague de méga-fusions et acquisitions transfrontières dans les pays industrialisés alimente les flux mondiaux d'IED. À l'échelon mondial, les prises de participation de plus de 10 % au capital d'entreprises étrangères ont atteint le chiffre de 720 milliards de dollars en 1999, soit une progression de 35 % par rapport à l'année précédente. Les pays en développement, qui ont absorbé 130 milliards d'apports de ce type, soit 11 % du total pour 1999, en ont cependant proportionnellement moins bénéficié qu'en 1998, où ils en avaient absorbé 18 %. Si cet afflux d'investissements postérieur à la crise semble se stabiliser en Asie de l'Est, les fusions et acquisitions transfrontières sont de plus en plus souvent la première forme d'entrée d'IED dans les pays industrialisés et, dans une moindre mesure, dans les pays en développement⁴.

Les chiffres provisoires traduisent un léger ralentissement des flux d'IED durant le premier trimestre 2000. Les principaux pays bénéficiaires ont vu ces flux diminuer de 7 % par rapport à la même période de 1999 (tableau 1). Ce fléchissement s'explique par la réduction des engagements des investisseurs étrangers dans les principaux pays bénéficiaires, le ralentissement des opérations de fusion et d'acquisition dans les pays d'Asie de l'Est et l'achèvement des projets de privatisation à grande échelle. La tendance à la baisse des nouveaux engagements des investisseurs étrangers en Chine s'est confirmée en 1999 par un nouveau recul de 21 %. Le montant des projets approuvés en Thaïlande et en Malaisie a également diminué en 1999, de 30 % et 6 % respectivement. Les projets de privatisation à grande échelle en Amérique latine, qui ont attiré les IED dans la région ces dernières années, semblent s'être ralentis⁵. Maintenant que l'Argentine a mené à bien la privatisation de la société YPF en 1999, les opérations de

⁴ Les montants des opérations de fusion et d'acquisition ne sont pas directement comparables à ceux des IED figurant dans la balance des paiements. Les montants déclarés des opérations de fusion et d'acquisition comprennent des éléments non pris en compte dans les volumes d'IED déclarés.

⁵ Le versement anticipé de la tranche 2000 dans le cadre de la privatisation de la société Telebras au Brésil ayant été effectué en 1999, les apports d'IED devraient être moindres en 2000.

privatisation ont procuré au pays 2,8 millions de pesos durant le premier trimestre 2000, contre 1,8 milliard de pesos durant la même période l'année précédente.

Tableau 1 : Flux d'IED vers les principaux pays bénéficiaires (milliards de dollars)

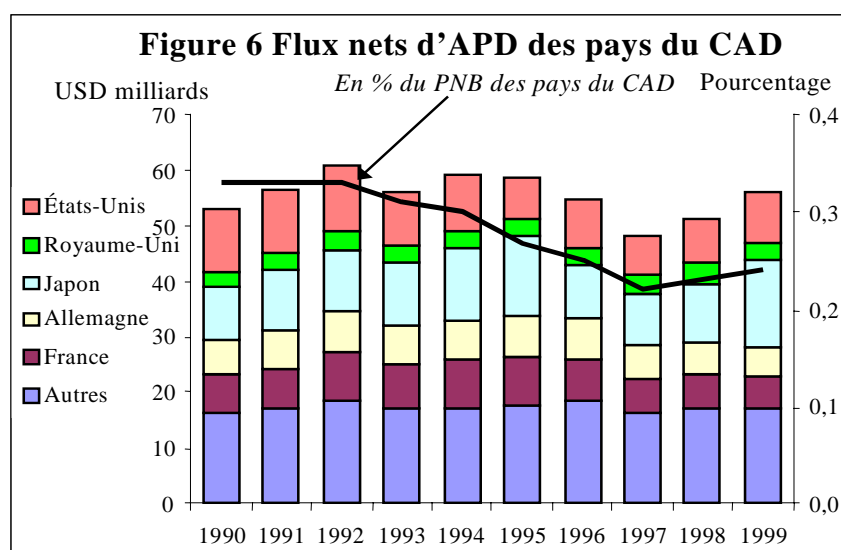
	1999				2000
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1
Chine	7,3	11,3	10,6	9,5	7,1
Brésil	7,2	5,1	8,5	6,2	6,4
Mexique	2,9	2,8	2,4	3,4	3,1
Argentine	4,4	14,5	3,0	1,3	2,0
Pologne	1,1	1,2	2,5	1,9	2,0
Corée	1,4	1,8	2,7	2,8	1,6
République tchèque	0,6	0,7	2,2	1,6	1,0
Venezuela	0,6	0,7	0,6	0,7	0,8
Thaïlande	1,0	2,2	1,2	1,3	0,7
Inde	0,7	0,5	0,6	0,4	0,7
Chili	0,6	5,5	2,1	1,0	0,6
Russie	0,6	0,8	0,7	0,8	0,6
Pérou	0,5	0,6	0,5	0,2	0,4
Hongrie	0,3	0,4	0,4	0,8	0,3
TOTAL	29,3	48,1	38,0	31,9	27,2

Source : Statistiques financières internationales du FMI et banques centrales

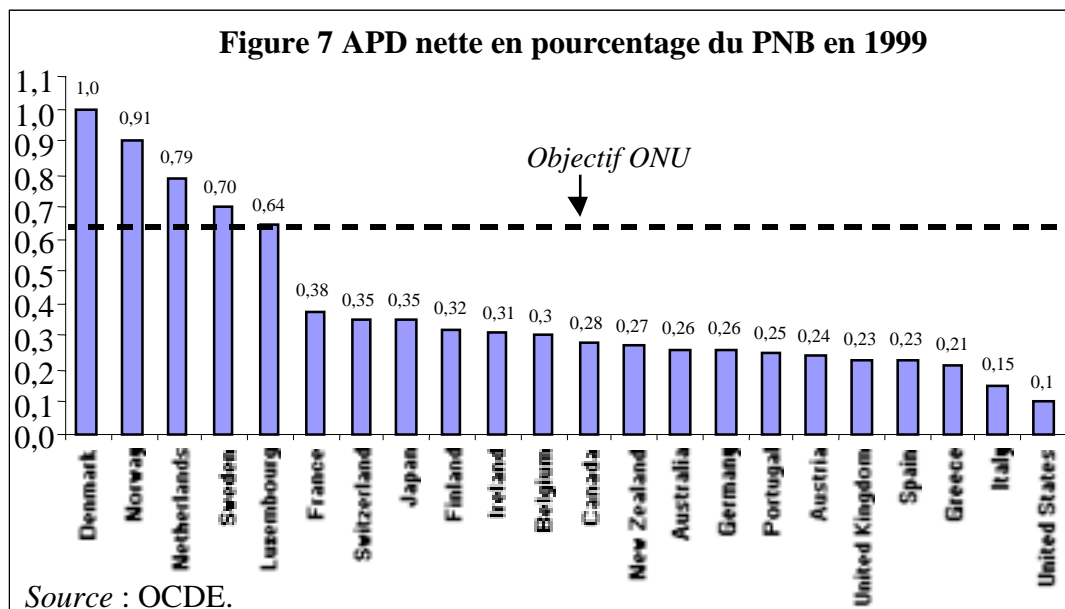
Note : Les estimations des IED ont été mises à jour depuis la publication de Global Development Finance 2000.

Aide publique au développement

Les apports d'aide publique au développement (APD) des bailleurs de fonds sont passés de 52 milliards de dollars en 1998 à 56 milliards de dollars en 1999 (soit un accroissement de 5 % en termes réels), ce qui équivaut à 0,24 % du PNB total des pays du CAD (figure 6). Cette progression confirme le redressement amorcé en 1998 lorsque les flux d'aide ont augmenté de 3,2 milliards de dollars, inversant la tendance à la baisse qui avait caractérisé la période de 1992 à 1997 (durant laquelle l'APD globale des pays membres du CAD en faveur des pays en développement et des institutions multilatérales n'avait cessé de diminuer pour tomber à son plus bas niveau : 0,22 % du PNB total des pays membres du CAD au lieu de 0,33 % précédemment).



Seize des 22 pays membres du CAD ont fait état d'une reprise de leurs apports d'aide publique en 1999. Mais l'accroissement de loin le plus remarquable est celui des flux d'APD en provenance du Japon, qui ont progressé de 4,7 milliards de dollars (soit davantage que l'accroissement total de 3,9 milliards de dollars pour l'ensemble des pays du CAD) en raison du programme spécial d'assistance aux pays touchés par la crise financière asiatique. L'action d'aide internationale en faveur des réfugiés du Kosovo a également contribué à ces apports d'aide en 1999. Ces augmentations ont permis de compenser la diminution des flux nets d'APD en provenance de quatre pays du G7 – l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. Dans le cas de l'Italie et du Royaume-Uni, cette réduction s'explique par la date de paiement de leurs contributions à des institutions multilatérales. Le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède demeurent les seuls pays à dépasser l'objectif de 0,7 % du PNB fixé par les Nations Unies pour l'APD.



Danemark
 Norvège
 Pays-Bas
 Suède
 Luxembourg
 France
 Suisse
 Japon
 Finlande
 Irlande
 Belgique
 Canada
 Nouvelle-Zélande
 Australie
 Allemagne
 Portugal
 Autriche
 Royaume-Uni

Espagne
Grèce
Italie
États-Unis

Les flux d'aide reçus par les pays en développement sur la base des financements concessionnels dont ils ont bénéficié (mais hors assistance technique) semblent avoir augmenté en 1999 (voir tableau en annexe). Les financements concessionnels nets ont atteint au total 41 milliards de dollars (en termes courants) en 1999⁶, soit un chiffre nettement supérieur aux 37 milliards de 1998, mais encore inférieur de quelque 5 milliards de dollars au niveau atteint en 1994 (ce qui correspond à une diminution totale de 10 % en termes réels, déflatée par l'indice mondial des prix à l'importation). Une évolution positive est à signaler en ce sens que l'on continue de s'efforcer d'augmenter les flux de ressources en faveur des pays très pauvres d'Afrique subsaharienne et d'autres régions qui exécutent des programmes de lutte contre la pauvreté plus efficaces dans le cadre de l'Initiative PPTE.

⁶ Cette estimation des apports d'aide (fondée sur les rapports des bénéficiaires) diffère sensiblement de l'estimation des flux d'APD indiquée plus haut (fondée sur les rapports des bailleurs de fonds), en grande partie parce qu'elle ne tient pas compte des dons au titre de l'assistance technique, qui ont totalisé environ 15,9 milliards de dollars en 1999 au profit des pays en développement pris dans leur ensemble. Cet écart s'explique également par le temps qui s'écoule entre le versement par les bailleurs de fonds de leurs contributions aux organisations multilatérales et la réception par les bénéficiaires des décaissements de ces institutions.

Appports nets globaux de ressources à long terme aux pays en développement*(en USD milliards, prix constants 1999)*

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Financement public du développement ¹	45,9	50,3	46,3	42,8	43,6	54,8	62,0	51,8	52,8	45,0	48,5	27,9	37,1	50,1	53,6
Flux concessionnels	32,8	35,7	37,4	36,3	35,8	42,9	50,5	42,3	41,1	45,3	40,7	35,5	31,2	37,1	41,0
Dons publics ¹	17,3	19,5	18,9	19,5	20,1	27,7	34,9	29,3	28,1	32,1	29,4	25,2	24,2	26,9	27,0
Prêts concessionnels publics	15,4	16,2	18,5	16,8	15,7	15,2	15,6	13,0	13,1	13,2	11,2	10,3	7,0	10,1	14,0
Prêts non concessionnels	13,1	14,6	8,9	6,5	7,7	12,0	11,5	9,6	11,7	-0,3	7,8	-7,6	5,9	13,0	12,6
Flux privés	40,3	28,8	28,0	41,8	40,2	42,7	61,4	95,6	164,0	171,0	182,9	253,8	284,0	271,3	226,8
Prêts privés	26,3	16,6	12,1	20,0	12,5	15,4	18,7	36,5	48,3	49,4	55,9	91,8	96,4	80,7	19,2
Investissements étrangers directs ²	13,9	11,5	15,1	20,6	24,2	23,6	35,1	45,6	65,3	87,1	94,4	117,7	159,5	175,0	180,0
Prises de participations	0,1	0,7	0,8	1,2	3,6	3,6	7,6	13,5	50,4	34,5	32,5	44,3	28,2	15,5	27,6
FLUX NETS GLOBAUX	86,2	79,2	74,3	84,6	83,8	97,6	123,4	147,4	216,8	216,1	231,4	281,6	321,2	321,4	280,4
Pour mémoire :															
Paiements d'intérêts	92,3	82,7	75,1	80,7	75,8	69,2	71,9	65,7	67,9	76,7	90,8	95,8	105,2	119,4	135,3
Bénéfices sur les IED	15,2	14,0	14,0	14,2	17,9	17,3	18,2	20,0	22,6	24,4	23,8	26,9	29,7	35,0	41,6
Dons privés	3,7	4,1	4,5	4,6	4,2	5,0	5,4	5,7	6,2	6,9	5,9	5,7	6,4	2,0	0,0
Données connexes :															
Utilisation nette des crédits du FMI ³	-0,3	-3,6	-6,2	-5,3	-2,4	0,1	3,2	1,2	1,7	1,6	15,1	0,9	13,7	19,1	-12,8
Dons au titre de la coopération technique	9,7	11,0	12,2	13,1	12,7	13,9	15,4	16,9	18,0	16,5	18,1	16,6	14,5	16,0	15,9
Flux nets de la Banque mondiale	6,6	6,9	5,4	3,1	3,2	5,0	2,6	0,1	2,8	-0,3	1,0	1,3	6,2	6,6	4,5
Flux nets de l'IDA	3,6	3,8	4,3	4,0	3,6	4,0	4,3	4,6	4,5	5,5	4,4	5,1	4,9	4,8	4,7

Sources : Système de notification de la dette et OCDE.

Note : Les chiffres de 1997 sont des estimations.

1/ Coopération technique non comprise. Données fondées sur les apports d'aide publique (concessionnelle et non concessionnelle) déclarés par les pays et non sur les rapports des bailleurs de fonds (données CAD).

2/ Source : FMI.

3/ Y compris Fonds fiduciaire FMI et FRPC.